

LA RETRAITE



UNE AFFAIRE DE JEUNES



Dans toute l'Europe les populations se mobilisent contre les plans d'austérité qui partout visent à nous faire payer la crise... Le 7 septembre, en France, la mobilisation contre le projet de contre-réforme des retraites a passé un cap : 2,7 millions de manifestant.e.s ont exprimé leur refus de voir leurs acquis sociaux une nouvelle fois reculer ! Nous les jeunes sommes concernés car **il s'agit de notre DROIT, à nous aussi, à une retraite digne et solidaire !**

Une attaque inacceptable contre nos retraites, contre nos droits !

La contre-réforme du gouvernement prévoit de **reculer l'âge légal de départ en retraite** de 60 à 62 ans, d'augmenter à 41,5 le nombre d'annuités nécessaires pour toucher une retraite à taux plein, et de porter de 65 à 67 ans l'âge minimum auquel un salarié n'ayant pas cotisé la totalité de ses annuités pourra partir avec une retraite à taux plein.

Les conséquences de ces mesures seront dramatiques. Les **pensions vont encore baisser**. Obliger des salariés déjà usés par 40 ans d'activité professionnelle à travailler 2 ans de plus aura pour conséquence une baisse de l'espérance de vie et surtout de l'espérance de vie en bonne santé. A cause du chômage de masse et de l'allongement de la durée d'étude, les jeunes aujourd'hui s'insèrent sur le marché du travail aux alentours de 27 ans. **Pour notre génération cotiser 41,5 annuités signifiera partir en retraite à 68 ans, ou partir avant avec une retraite plus faible !**

Une contre-réforme pour nous faire payer leur crise !

Le gouvernement invoque un « **argument démographique** » : on vit plus longtemps, donc il faudrait travailler plus longtemps. Or **l'augmentation de l'espérance de vie n'est pas nouvelle, elle n'a pas empêché que le temps passé au travail dans une vie baisse en parallèle** grâce au partage des gains de productivité et à une meilleure répartition des richesses.

L'objectif en fait n'est autre que de **satisfaire les marchés financiers**. Face à l'aggravation des déficits provoqués par la crise – dont ils sont à l'origine, les marchés financiers exigent, pour parer à tout risque de non remboursement de la dette publique, la restriction drastique des dépenses publiques et sociales. L'ajustement structurel en Grèce, la réforme des retraites en France, les plans d'austérité partout en Europe obéissent à cette même logique...

C'est la logique de **gouvernements à la botte des marchés financiers** ! L'affaire Woerth-Betancourt a mis à jour les liens serrés qui existent entre le pouvoir politique et les plus riches. Les régressions sociales ne cessent de s'enchaîner depuis des années. Les libéraux permettent aux détenteurs des capitaux de détourner toujours plus de richesses à leur profit, notamment par des politiques menées au niveau de l'Union européenne de déréglementation des marchés, libération des capitaux, mise en concurrence des systèmes sociaux...

Avec la réforme des retraites, le gouvernement nous demande de payer plus alors même que les bonus versés aux actionnaires repartent à la hausse ! Cette contre-réforme non seulement ne touche pas à leurs privilèges, mais est pour eux une véritable opportunité, car la baisse des pensions va obliger celles/ceux qui en auront les moyens à **épargner individuellement** (les autres devant se contenter de retraites de misère). Plutôt que de financer le système de retraites solidaires, **l'argent des salarié.e.s passera par les marchés financiers, qui l'utiliseront pour faire du profit (encore !)**.

Ça suffit ! Exigeons le retrait de cette réforme !

Notre génération encore précarisée, au chômage... et sans retraite!!

Les jeunes sont les premières victimes de la crise en subissant en de plein fouet l'explosion du chômage. Ils sont aussi les **premières victimes du plan de rigueur** du gouvernement : les **frais d'inscription** et le prix du ticket de resto U sont en hausse. Des postes sont supprimés dans l'éducation nationale. La moitié des étudiant.e.s doit travailler pour financer leurs études, et dépenser des fortunes pour se loger dans des conditions catastrophiques. Avec le risque **d'augmentation des frais d'inscription** éventuellement sauvages dans des universités en concurrence, et le développement corollaire des prêts étudiants, les nouvelles générations vont devoir s'endetter de plus en plus. **La contre-réforme des retraites nous prive enfin de la perspective d'une retraite digne et solidaire. Nous aussi aspirons à un haut niveau de protection sociale et nous devons le faire entendre dans cette bataille au côté des salariés !**

Quelques repères

59 ans

L'âge moyen de cessation d'activité est inférieur à 59 ans. Les deux tiers des salarié.e.s sont déjà hors emploi (chômage, maladie, invalidité) à 60 ans...

62 ans

Avec la contre-réforme, l'âge légal de départ à la retraite (celui à partir duquel on peut partir en retraite) passerait de 60 ans à 62 ans.

67 ans

L'âge pour toucher une retraite à taux plein même si on n'a pas assez cotisé, passerait de 65 à 67 ans d'ici 2023.

41,5 ans

La durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite à taux plein passerait de 40 à 41,5 annuités d'ici 2020.

-20%

C'est la proportion dans laquelle les retraites ont baissé suite aux contre-réformes depuis 1993.

-40%

C'est la proportion dans laquelle les retraites des femmes sont inférieures à celles des hommes.

32 milliards d'Euros

C'est le déficit des caisses de retraites en 2010... Pas loin, les cotisations sociales données chaque année au patronat s'élèvent à 31 milliards d'Euros.

83 milliards d'Euros

C'est le montant des dividendes perçus par les actionnaires en 2008

167 milliards d'Euros

C'est le montant accaparé chaque année par les profits au détriment des salaires à cause de la dégradation de la part salariale dans la valeur ajoutée (9 points de PIB) depuis 30 ans.

1) Quel impact sur nos retraites à nous les jeunes ?

Nos générations sont doublement pénalisées :

→ On nous demande de **travailler/chômer plus longtemps que les générations précédentes**. Alors même que notre pays n'a jamais été aussi riche, cela va dans le sens contraire du progrès social. Le gouvernement nous adresse un message clair : la retraite ce n'est plus pour vous !

→ **La durée des études s'allonge, et l'âge moyen d'entrée dans un emploi stable (27 ans) recule** à cause de la précarisation de notre génération : il faut multiplier les stages, les missions d'intérim les temps partiel et les CDD avant de décrocher enfin un emploi stable. En conséquence, **les jeunes ont de moins en moins de trimestres validés de cotisation et donc de possibilités d'atteindre la durée exigée pour la retraite**.

Quand pourrons-nous prendre notre retraite s'il faut cotiser toujours plus longtemps alors que nous cotisons toujours plus tard ?



~~Chômer~~

2) Travailler plus longtemps, plus nombreux ? Quel impact sur le chômage des seniors et des jeunes ?

Nous faire travailler à un âge plus avancé, c'est **une façon d'augmenter la durée de travail, ce qui supprime de l'emploi**. On nous demande de travailler plus longtemps, et le résultat est que l'on chôme plus longtemps et plus nombreux. Les plus menacés par l'augmentation du chômage sont notamment :

→ les **seniors**, qui n'arriveront pas à se maintenir plus longtemps sur le marché du travail comme il leur est demandé : les entreprises les poussent déjà à partir !!

→ les **jeunes**, qui risquent d'avoir encore plus de difficultés à rentrer sur un marché du travail déjà encombré

La contre-réforme va intensifier la concurrence pour l'emploi, notamment entre les jeunes et les seniors, et plus largement entre les travailleurs/ses, ce qui va encore faire baisser la part des salaires, et les recettes de la sécurité sociale...

3) Le système solidaire en ligne de mire... Quel impact sur le développement de la capitalisation ?

Comme il ne sera pas possible de cotiser aussi longtemps qu'il nous est imposé pour toucher une retraite à taux plein, **les pensions de retraite vont encore baisser comme après chaque contre-réforme de droite**. Les actifs (qui en ont les moyens) sont donc incités à épargner individuellement dans des fonds de pension, c'est-à-dire à recourir à la « capitalisation », ce qui va alimenter les marchés en argent frais pour leur permettre de réaliser encore des profits. C'est d'ailleurs un objectif explicite du gouvernement (document d'orientation en mai 2010) et de la Commission européenne (Livre Vert sur les retraites de 2010).

Or avec la récente crise on a vu que la plupart des fonds de pension dans le monde ont été mis en grande difficulté, et ont entraîné la ruine des épargnants individuels. Dans l'OCDE la valeur de leurs actifs a baissé de 23% en 2008 !

Enfin, **le système est fondamentalement inégalitaire. Individualisé**, il renonce à toute redistribution entre retraité.e.s. Enfin, ceux qui n'auront pas les moyens d'épargner devront se contenter d'un système de protection sociale qui ne pourra pas leur assurer une retraite suffisante.



4) Carrières longues, pénibilité... quid du droit à une retraite en bonne santé ?

→ Le dispositif de la loi de 2003 avait permis aux salarié.e.s ayant commencé à travailler tôt de partir avant 60 ans : 100 000 par an en avaient bénéficié. C'était trop pour le gouvernement. **Avec la nouvelle contre-réforme, il leur faudra attendre deux ans de plus**, et le nombre de bénéficiaires aura diminué de moitié dès 2011 !!

→ Le gouvernement endosse la conception patronale de la pénibilité qui reposerait sur un **constat médicalisé individuel a posteriori** et non pas sur une définition a priori des métiers et catégories professionnelles. La notion de pénibilité au travail, vidée de tout contenu, est remplacée par celle de handicap puisqu'il faudra un taux d'incapacité au moins égal à 20 % pour en bénéficier : **c'est nier le droit à une retraite en bonne santé !**

→ Il n'est tenu aucun compte du fait que, à 60 ans, **l'espérance de vie en bonne santé est moitié moindre que celle de l'espérance de vie tout court**. C'est à se demander si, voulant trouver une « solution démographique » à un problème qui ne l'est pas, le gouvernement ne cherche pas à interrompre la tendance à l'allongement de l'espérance de vie !



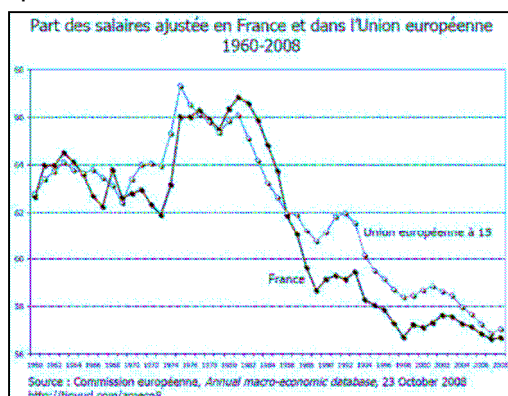
5) Quel impact sur les inégalités hommes-femmes ?

Actuellement, **les femmes perçoivent une retraite qui ne représente en moyenne que 62 % de celle des hommes**. En effet, les femmes font face à des inégalités sur le marché du travail (temps partiel, salaires plus bas, carrières discontinues...) qui les handicapent particulièrement pour cotiser. En 2004, seulement 41% des femmes parties en retraite avaient validé une carrière complète, contre 86% des hommes. La contre-réforme aggrave ces inégalités : **l'augmentation de la durée de cotisation nécessaire pour une pension à taux plein frappe les femmes de manière disproportionnée car elles sont bien plus loin que les hommes du seuil exigé**.

6) Côté financement... se ferait-on avoir ?

Alors que **3,7 milliards** seraient prélevés sur les revenus du capital, les **salarié.e.s et chômeurs/ses** contribueraient à hauteur de 26,5 milliards, soit **85% de l'effort de financement**. Le comble est que l'équilibre souhaité n'est pas assuré : **il manquera toujours 15 milliards en 2020**. La raison en est que le gouvernement ne veut pas toucher à la répartition des richesses. Déréglementation, libre échange, libération des capitaux... : ces politiques menées par les Etats et institutionnalisées au niveau de l'Union européenne ont **permis aux détenteurs des capitaux de détourner une part toujours plus grande des richesses produites**. La part des profits dans la valeur ajoutée a donc augmenté, et celle des salaires a baissé de 8,8 points de PIB (cf. graphe), d'où une **perte sèche pour les salaires de 167 milliards d'euros chaque année !** Voilà l'origine des problèmes de financement de nos retraites !

Il faut aussi mentionner les **31 milliards d'€** d'exonérations de cotisations sociales par an qui ne servent à rien ; les **30 milliards** de baisses d'impôts qui ont bénéficié aux



privilegié.e.s depuis 2000 ; les **83 milliards** de dividendes perçus par les actionnaires en 2008... Sans oublier le plan de **360 milliards** d'aide aux banques pour sortir de la crise, et les **40 à 50 milliards** d'intérêts annuels de la dette publique versés aux marchés depuis la privatisation de la monnaie.

Enfin, c'est aussi la politique de l'emploi qui est en cause : **2 millions d'emplois créés génèreraient 10 milliards de cotisations**, ce qui suffirait à pérenniser le système et son financement !

Un peu d'histoire

1850

Quelques entreprises constituent un capital retraite pour « fidéliser » les salarié.e.s.

1930

Régime général des assurances sociales, par capitalisation : le/la salarié.e investit dans des fonds de pension et le niveau de sa pension est déterminé par les spéculateurs/ses.

1945

Mise en place du régime général de Sécurité Sociale solidaire par répartition. Une partie du salaire des actifs est socialisé (cotisations), ce qui permet de financer les pensions : il y a solidarité entre les générations...

1983

La retraite à 60 ans pour tou.te.s.

1993

Réforme Balladur dans le privé : allongement de la durée de cotisation (37,5 à 40 ans), décote de 10% par année manquante, calcul des pensions sur les 25 (au lieu des 10) meilleures années, indexation sur les prix et non les salaires

1995

Echec d'un projet de contre-réforme dans le secteur public suite à des mobilisations importantes

2003

« Alignement » de la fonction publique : 37,5 → 40 ans de cotisations, indexation des pensions sur les prix et non les salaires...

2007

« Alignement » des régimes spéciaux : 37,5 → 40 ans de cotisations, indexation des pensions sur les prix et non les salaires...

Mobilisons-nous pour nos retraites, nos droits, notre avenir !



Jeunes en insertion, salarié.e.s ou étudiant.e.s, c'est sur nous que reposera le financement du système de retraite dans les années à venir, et **c'est nous qui subirons toute modification du système actuel**. Refusons d'être les grand.e.s oublié.e.s d'un débat qui nous concerne ! Le mouvement contre le CPE avait permis de faire reculer le gouvernement qui voulait imposer la précarité pour tous les jeunes : il nous faut aujourd'hui construire un mouvement d'ampleur des jeunes et des salarié.e.s pour obtenir le retrait de cette réforme et imposer nos revendications.

Exigeons le retrait du projet de contre-réforme !

- 1/ Prenons sur les profits, augmentons les salaires pour mieux financer nos retraites !
- 2/ Mettons en œuvre **une vraie politique de l'emploi** favorisant l'emploi à temps complet (notamment pour les femmes), stable et de qualité
- 3/ **Suppression des exonérations** de cotisations sociales et des cadeaux fiscaux pour le patronat !
- 4/ **Validation des années d'études** et de formation dans le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite, afin que chaque jeune soit assuré de pouvoir étudier sans être inquiet de son avenir !
- 5/ **Validation des périodes de stage**, intégrés dans une véritable réglementation contraignante (rémunération à 50% du SMIC dès le premier mois...) !
- 6/ **Validation des périodes d'inactivité forcée**, permettant la prise en compte de la situation des jeunes en insertion pour qui l'enchaînement de stages, CDD, temps partiel, intérim, ou chômage les conduit à accumuler des droits à une retraite très incomplet.

Une autre réforme est possible ! Focus sur la Bolivie...

En Bolivie, le gouvernement anti-libéral de Evo Morales s'apprête à faire voter une nouvelle Loi sur les retraites, discutée avec la principale centrale ouvrière du pays (la COB), **qui abaisse l'âge de départ à la retraite de 65 à 58 ans**, avec les mêmes avantages. Cet âge sera même abaissé à 56 ans pour les ouvriers du secteur minier. Tout cela s'inscrit dans le cadre de la reconstruction du système Bolivien de retraite par répartition mis à sac par des décennies de libéralisme économique...

Aux côtés des salarié.e.s en lutte en France et dans toute l'Europe participons aux mobilisations !

Le 23 septembre toutes et tous dans la rue !

**Sur les campus, les lycées,
sur les lieux de travail,
organisons-nous en collectifs locaux
pour des initiatives unitaires
et faisons entendre notre voix !**

29 septembre : journée européenne d'action contre les plans d'austérité à l'appel de la CES ainsi que du Forum Social européen (mouvements et associations de la société civile en Europe). Seront organisées une manifestation européenne à Bruxelles, et des actions unitaires dans les capitales européennes. Il y aura par ailleurs une grève générale en Espagne et en Grèce...



Collectif « La retraite, une affaire de jeunes » UNEF, UNL, FIDL, Sud Etudiant, LMDE, CGT, FSU, UEC, Attac Campus, JOC, Génération Précaire, MJS, MJCF, Jeunes Verts, JRG, Réseau jeunes du PG, NPA, Gauche Unitaire Jeunes, Branche jeune d'AL, MRJC, OLF <http://retraites-jeunes.net/>